

## Laurent Mauduit. « Je les appelle ‘les agents doubles de la pensée unique’ »

*Le journaliste d'investigation de Mediapart nous plonge dans le petit monde des économistes qui squattent les micros et les plateaux de télévision, et milite pour un code de déontologie de la profession.*

**À partir d'un travail d'enquête, votre livre alimente le débat sur le rôle de certains économistes. Qui sont ces hommes et ces femmes et que leur reprochez-vous ?**

**Laurent Mauduit.** On vit une période de crise économique historique avec des conséquences sociales terribles pour beaucoup de peuples en Europe, en Grèce, à un degré moindre, en France aussi, et donc la question du diagnostic, des raisons de la crise et des moyens d'en sortir est évidemment un enjeu démocratiquement décisif. Or, il est important que dans de telles périodes les experts de tout type soient indépendants. Imaginez que les experts chargés de donner des recommandations pour l'agrément des médicaments ne soient pas indépendants, cela poserait un sérieux problème. Indépendants de qui ? Des laboratoires, évidemment. Or, l'enquête que j'ai réalisée établit, preuves à l'appui, que, sur les 3 500 économistes qui existent en France, il y a une petite camarilla de 25 ou 30 qui, en fait, vivent, à des degrés divers, sous la coupe du monde de la finance. Ce qui est préoccupant c'est que ce sont ceux-là qui disposent d'un quasi-monopole dans le débat public car ils sont en permanence invités dans les mêmes émissions, à la radio, à la télévision. Ce sont les plus connus : Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, l'une des grandes associations d'économistes parisiennes, Olivier Pastré, chroniqueur économique de France Culture, c'est Alain Minc, Jacques Attali... Ce que je leur reproche, c'est que beaucoup de ces économistes qui parlent avec leur casquette universitaire se gardent

bien d'indiquer qu'ils sont très grassement rémunérés par des banques et des compagnies d'assurance. C'est par exemple le cas de Daniel Cohen, responsable de l'économie à l'École normale supérieure, l'un des pôles d'excellence de l'université française. Il est par ailleurs, sans qu'il le dise publiquement, senior advisor de Lazard, l'une des banques du capitalisme opaque parisien. Cette banque a gagné par ses fonctions de conseil des plans d'austérité en Grèce 25 millions de dollars et lui a perçu de Lazard entre 1 et 2 millions d'euros par an, vingt fois plus que sa rémunération universitaire.

**Mais qui les fait rois, qui leur tend délibérément le micro ?**

**Laurent Mauduit.** Le constat que je fais conduit à s'interroger sur le rôle d'une certaine presse. L'économie n'est pas une science exacte et sa richesse, c'est son pluralisme. Or certains médias privilégient un courant de pensée, toujours le même, celui des néolibéraux, ceux-là qui ont contribué à la crise ou l'ont justifiée. Que des journaux très ancrés à droite ou défendant les intérêts des milieux patronaux privilégient des économistes appointés par la banque ou l'assurance, c'est peut-être dans l'ordre des choses, mais, même le service public, qui devrait être le lieu de l'indépendance, du pluralisme, tombe souvent dans cette ornière. Prenez l'émission C'est dans l'air, sur France 5, les gens qui y participent sont toujours les mêmes. Prenez l'émission l'Économie en questions, sur France Culture, son coanimateur Olivier Pastré, un

universitaire, est aussi président de l'une des principales banques d'affaires en Tunisie. Il a fait la moitié des privatisations du régime Ben Ali. Pour l'auditeur, il y a tromperie sur la marchandise.

### **Tous les économistes sont-ils à mettre dans le même sac ?**

**Laurent Mauduit.** Les 25 ou 30 économistes que j'évoque ont un monopole de l'expression dans le débat public alors qu'il y a une richesse et un bouillonnement intellectuels. Cela provoque un sentiment d'indignation parmi la masse des économistes. Beaucoup sont privés de parole. C'est le cas d'Attac, des Économistes atterrés, parmi lesquels il y a beaucoup de sensibilités et de courants de pensée. Il y a des keynésiens. On entend parfois quelques économistes de l'OFCE. Il y a des marxistes. On ne les entend jamais. Ce que je décris, c'est donc la mainmise de la finance sur la pensée intellectuelle.

### **Comment assainir cette situation et permettre une expression pluraliste également en économie ?**

**Laurent Mauduit.** Il y a plusieurs voies. La première consiste à appliquer la loi. Un fonctionnaire, tel qu'un universitaire, ne peut siéger dans le conseil d'administration d'une entreprise privée ou avoir une rémunération pour une mission privée sans demander l'autorisation à son supérieur hiérarchique. De ce point de vue, beaucoup d'universitaires cités dans mon livre sont dans l'illégalité. L'État doit faire respecter la loi. En second lieu, il faut qu'il y ait des codes de déontologie. L'OFCE s'en est doté, il y en a un en débat à l'École d'économie de Paris. Il y a une troisième piste, la plus importante pour nous, citoyens, c'est à la fois une vigilance démocratique et une appropriation du débat par les politiques. Certains de ces économistes qui promeuvent la pensée unique, avec toujours les mêmes

préconisations – casser le Smic, mettre en œuvre des politiques d'austérité –, sont des économistes « essuie-glaces » des oligarques. Ils essaient de survivre aux alternances démocratiques. Peu importe le régime, ils sont toujours là pour préconiser les mêmes solutions. Je révèle que Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, qui a appelé à voter pour Ségolène Royale en 2007, et qui a participé, en 2011, aux deux réunions d'économistes organisées par François Hollande, juste avant 2007 était dans un groupe secret avec le patron d'AXA, Henri de Castries, pour faire, en même temps, le programme économique de Sarkozy. J'appelle ces gens-là les « agents doubles de la pensée unique ». Actuellement, une partie des économistes qui ont défendu Sarkozy essaient de se recycler dans l'entourage du nouveau pouvoir. La commission Attali, mise en place par Sarkozy, s'est illustrée par ses préconisations ultralibérales. Aujourd'hui, Jacques Attali et une partie de sa commission font mouvement vers le nouveau président. Si les politiques ne vont pas chercher d'autres économistes, ils vont toujours puiser dans le même vivier des économistes néolibéraux, cela va les marquer intellectuellement.

***Les Imposteurs de l'économie : comment ils s'enrichissent et nous trompent. Editions J. C. Gawsewitch, 2012, 21, 5 euros.***

*Entretien réalisé par Pierre Ivorra -  
l'Humanité le 18 Juin 2012*